



CCTP


Travaux de remplacement complet et modernisation ascenseurs

UNIVERSITE DE STRASBOURG

CONTACT COMMERCIAL



Romain FAUVET

-  Téléphone : 06.60.65.08.88
-  Email : romain.fauvet@socotecsmartsolutions.fr
-  Agence : NANCY – NORD EST

DESTINATAIRES

UNIVERSITE DE STRASBOURG
4 rue Blaise Pascal
Cs 90032
67081 STRASBOURG CEDEX



SOMMAIRE

I. Objet du marché	4
1. Objet du contrat.....	4
2. Périmètre et Lieu d'exécution des prestations	4
II. Clauses techniques Travaux.....	4
1. Appareils concernés	4
2. Connaissance des lieux	4
3. Amiante.....	5
4. Travaux prévus.....	5
5. Etude de Sécurité	6
6. Plan de prévention	6
7. Déroulement des Études et de l'Exécution	6
a. Approbation du programme.....	6
b. Etudes et Phase VISA	7
c. Mise en œuvre du matériel	7
d. Visites et investigations	7
e. Suivi chantier	7
f. Retard et suspension des travaux.....	8
g. Propreté du chantier	8
h. Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité.....	8
i. Dossier conforme à l'exécution	8
8. Dossiers des Ouvrages Exécutés	9
9. Verrouillage technologique.....	9
10. Période de garantie et contrat de maintenance	9
III. Réglementation en vigueur.....	10
1. Normes générales et amendements.....	10
2. Normes spécifiques et amendements	10
3. Réglementation générale applicable	11
4. Réglementation spécifique applicable	11
a) Incendie (ERP, habitation, IGH)	11
b) Accessibilité (habitation, ERP, ERT)	11
c) Sismique	11
5. Directives européennes applicables et transpositions en droit Français.....	11
V. 4. Annexe 1 - LISTE DES ÉTABLISSEMENTS	13
VI. 5. Annexe 2 - Prescriptions techniques.....	14
VII. 6. Annexe 3 - DPGF	15



Université

de Strasbourg

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

TRAVAUX DE MODERNISATION, REMPLACEMENT ET CREATION

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES



I. Objet du marché

1. Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

- La réalisation des remplacements complets des ascenseurs conformément à la DPGF jointe
- La réalisation des travaux de modernisation des ascenseurs du bâtiment PEGE conformément à la DPGF jointe
- La mise à l'arrêt d'un ascenseur du bâtiment PEGE.

L'objectif de ces travaux est :

- La mise en conformité selon la Loi Urbanisme et Habitat et l'arrêté Travaux modifié du 18 novembre 2004,
- La réalisation des travaux suivant le décret 2008-1325 et aux autres réglementations en vigueur (et notamment les règles d'accessibilité applicables aux bâtiments visés par les travaux),
- Divers travaux de modernisation tels que décrits à la DPGF jointe (annexe 3 de ce CCTP).

Le PRESTATAIRE incorporera dans sa proposition tous les travaux qu'il jugera nécessaire pour réaliser pleinement sa prestation. Il devra appliquer les normes, lois, décrets et règlements en vigueur pour la réalisation des travaux de modernisation.

Le Maître d'Ouvrage souhaite que la maintenance permette un niveau de service optimal, un maintien en état des installations et une conservation de l'esthétique générale. La satisfaction des usagers est le souci constant du PRESTATAIRE dans la réalisation du marché.

2. Périmètre et Lieu d'exécution des prestations

Le patrimoine concerné par le présent marché est présenté dans la liste des établissements (annexe 1) et la DPGF (annexe 3).

Il est principalement situé dans des bâtiments ERP et liés au Code du Travail.

II. Clauses techniques Travaux

1. Appareils concernés

Les appareils concernés par les travaux sont listés dans la liste des établissements (annexe 1) et la DPGF (annexe 3).

Classement des bâtiments : Etablissements de type R, L ; N, PS et Etablissements recevant des travailleurs

Classe de résistance au vandalisme : Classe 0 selon EN 81-71 et Classe 2 selon l'EN 81-71

Distribution électrique : 230 monophasé / 400 V triphasé : le prestataire fera sienne toute adaptation de l'alimentation en amont du DTU en vue d'une compatibilité totale avec son matériel

2. Connaissance des lieux

Le PRESTATAIRE devra faire son étude en parfaite connaissance des lieux, de l'état et des contraintes dues au terrain, aux bâtiments voisins ou aux voies d'accès, de l'état et de la préparation des supports, des conditions d'approvisionnement, de stockage, d'évacuation, d'alimentation en eau et en électricité, etc...



Aucune réclamation ne sera prise en compte et le PRESTATAIRE ne pourra prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tous ordres.

Les travaux envisagés sont à exécuter dans des locaux occupés et sur des installations existantes, la mise en place d'une signalétique et une communication sur la phase de déroulement des travaux devra être mise en place (SAS lors du remplacement des portes palières, affichage,...).

Le PRESTATAIRE est tenu de visiter les différents sites pour apprécier sur place des possibilités d'approvisionnement du chantier et des difficultés d'exécution des travaux. L'attestation de visite est jointe au présent marché.

3. Amiante

Le Maître d'Ouvrage communique le dossier technique " Amiante "(DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserve une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le Prestataire peut ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

Le Maître d'Ouvrage a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcoût ne pourrait être demandé par le Prestataire en cas de méconnaissance des documents transmis lors de la consultation.

Les Rapports de Repérage Amiante avant Travaux sont joints au présent marché.

De façon générale et dans un souci de prévention, le Prestataire apporte une attention particulière lors de toute opération de travaux. En conséquence, il adapte sa méthodologie pour permettre la bonne réalisation de ces travaux conformément à la réglementation. Tout le personnel intervenant doit être préalablement formé au travail en sous-section 4. Le Prestataire fournit au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Prestataire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier " Amiante " joint, il est tenu d'en informer immédiatement le Maître d'Ouvrage. Le cas échéant, le Prestataire détaille dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifie dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcoûts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si, durant les phases d'exécution, le Prestataire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement. Le Maître d'Ouvrage convoque le Prestataire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

4. Travaux prévus

L'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages est à la charge du PRESTATAIRE, en particulier :

- L'ensemble des travaux prévus est inscrit dans la DPGF (annexe 3) précisé par le présent CCTP et son annexe 2 (Prescriptions techniques).
- La fourniture et la pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du contrat.
- La fourniture et la pose d'un matériel de type **Libre et non Personnalisé**. La fourniture des pièces détachées doit être accessible à l'ensemble des ascensoristes.
- La fourniture d'un **outil de diagnostic / paramétrage / programmation / dépannage** sans aucun code ou système de blocage si les éléments électroniques proposés nécessitent un tel outillage pour tous types d'interventions. Un outil par appareil sera mis à disposition en machinerie ou remis au Maître d'Ouvrage ainsi que les documents techniques et les notices de programmation.
- Les travaux de serrurerie conformément aux spécifications du marché.
- Les travaux de maçonnerie et de peinture, les calfeutrements de qualité, de rendu esthétique impeccable reprenant la largeur totale des ébrasements conformément aux spécifications du marché.



- La dépose et l'enlèvement de tout le matériel non utilisé, le nettoyage complet des machineries existantes et des gaines notamment pour les parois vitrées du bâtiment PEGE (les 3 gaines) y compris l'évacuation d'eau le cas échéant (le pompage sera à la charge du prestataire).
- La conformité des ouvrages et matériels conservés.
- L'ensemble des études préalables nécessaires. En particulier, en cas de modification de la gaine, des baies palières ou de la machinerie, le PRESTATAIRE assurera les différentes études de structure complémentaires.
- Les travaux électriques préparatoires nécessaires à l'installation du matériel proposé (Exple : Remplacement du disjoncteur pied de colonne, ...)
- Étant seul à intervenir le PRESTATAIRE du présent contrat doit l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation complète et à une parfaite exécution de ses ouvrages.

Il ne pourra être fait état d'imprécision dans le contrat pour justifier des omissions de sa prestation.

5. Etude de Sécurité

Conformément au décret 2008-1325 du 15 Décembre 2008, le Prestataire réalise ses études de sécurité avant le démarrage des travaux sur site et avant la réception de transformations importantes. Il les appose en machinerie sous pochette plastique de protection.

Les études de sécurité sont adressées au Maître d'Ouvrage dans le même délai sous format électronique ou sous format papier.

Si le Maître d'Ouvrage dispose d'un outil informatique de suivi des équipements, le PRESTATAIRE s'engage à les mettre en ligne sur cette plateforme informatique.

6. Plan de prévention

Un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) sera réalisé 3 semaines avant le début des travaux par l'ascensoriste. Il sera remis en trois exemplaires : un au Maître d'Ouvrage, un en machinerie et un au Maître d'Œuvre.

7. Déroulement des Études et de l'Exécution

En cours de travaux, le PRESTATAIRE devra :

- La surveillance efficace de ses ouvriers et des travaux qu'ils exécutent
- La surveillance de l'exécution correcte des ouvrages réalisés par d'autres et qui lui sont nécessaires
- La mise en application des principes généraux de la prévention.

Pendant toute la durée des travaux, le PRESTATAIRE devra détacher au chantier, un responsable de travaux qualifié, capable de conduire, de surveiller et de superviser les travaux.

En particulier, il sera chargé de la protection des personnes.

Le Prestataire est seul responsable de ces questions même si le Maître d'Ouvrage est tenu informé. Il sera appelé à répondre dans le cas de poursuites ou contraventions.

En aucun cas, la responsabilité d'autres que lui ne pourra être recherchée.

Les matériaux devront être commandés aux fournisseurs en temps opportun de façon qu'il n'y ait aucun retard ni aucune interruption apportée au délai d'exécution.

a. Approbation du programme

Si le PRESTATAIRE estime que les appareils ou certaines de leurs caractéristiques n'étaient pas en rapport avec les besoins à assurer, elles doivent exprimer lors de leur réponse à la présente consultation, leurs réserves dans



une note annexe, en exposer explicitement les motifs et proposer, en variante chiffrée, le matériel ou les caractéristiques qu'il préconise.

Si le PRESTATAIRE n'a pas cru devoir formuler des réserves lors de la soumission, il sera alors considéré comme pleinement d'accord sur la consistance du présent contrat et acceptera par le fait même toutes les conséquences de cet acquiescement.

b. Etudes et Phase VISA

Les plans et études fournis par le PRESTATAIRE comprendront toutes les indications nécessaires à la vérification des ouvrages à réaliser (notes de calcul en particulier).

Ces plans devront en outre être complétés par tous les renseignements nécessaires à la construction ou à l'aménagement des ouvrages.

En cas de modification de la gaine, des baies palières ou de la machinerie, le PRESTATAIRE assurera les différentes études de structure complémentaires.

Les études devront être remises dans un délai de 4 semaines à compter de la signature du présent marché.

Avant tout démarrage des travaux, l'entrepreneur devra avoir obtenu l'accord du représentant du Maître d'Ouvrage (AMO ou maître d'œuvre et de l'organisme de contrôle le cas échéant) sur les plans d'installation et d'exécution de ses ouvrages, si un représentant à été désigné.

c. Mise en œuvre du matériel

La mise en œuvre devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte, que pour éviter toute détérioration des ouvrages.

d. Visites et investigations

Le Prestataire ne s'oppose pas aux visites, investigations et prélèvements que le représentant du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du contrat ou auxquels le contrôleur technique estime nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission.

Le PRESTATAIRE apportera une réponse aux différentes demandes documentaires sous 7 j à compter de la réception de la demande.

e. Suivi chantier

Le Prestataire est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par le Maître d'Ouvrage ou son représentant, pendant toute la durée de l'opération.

Le Prestataire délègue un responsable qualifié avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu réalisé par le représentant du Maître d'Ouvrage, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de :

- Formaliser l'avancement des travaux et vérifier la conformité des travaux conformément aux prescriptions du présent marché,
- Mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de réduire les dépassements,
- Vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées,
- Expliciter les décisions prises auprès des occupants des établissements.

Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations sous 5 jours à compter de sa diffusion, les remarques, les observations ou les dispositions consignées sont contractuelles et acceptées.



f. Retard et suspension des travaux

Si pour une cause étrangère au fait du PRESTATAIRE, les travaux sont retardés ou suspendus dans des conditions telles que ce retard ou cette suspension puisse porter atteinte à la bonne conservation des ouvrages exécutés ou des approvisionnements déjà effectués, il appartiendra au PRESTATAIRE de faire, par écrit au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, les réserves nécessaires et de lui suggérer, le cas échéant, les mesures de protection à prendre.

Si les travaux sont interrompus définitivement ou si les travaux suspendus n'ont pas été repris dans le délai de trois mois à dater de l'envoi des réserves prévues ci-dessus, il devra être procédé à la réception partielle des travaux effectués.

g. Propreté du chantier

Le Prestataire du présent contrat prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit projet et la gestion des déchets du chantier.

Les parties à nettoyer visent les revêtements de sol de la cabine, les portes palières, les cabines d'ascenseur, le local de la machinerie, la gaine...

Les sols, tapis, hall d'entrée et escaliers sont à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le nettoyage des ouvrages est effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravois, déchets et emballages divers sont évacués du chantier de façon continue.

h. Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité

La sécurité des intervenants et des usagers est particulièrement encadrée.

Le Maître d'Ouvrage (ou son représentant) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Prestataire s'y conforme sans délai.

Tous les intervenants sont équipés d'Équipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation. Chaque fois que cela est possible, les Équipements de Protection Collective sont privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier est immédiatement arrêté et ne reprend qu'à la correction du danger et sa validation par le Maître d'Ouvrage ou son représentant. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés sont à la charge exclusive du Prestataire.

Le Prestataire respecte tous les règlements en vigueur. Il appartient au Prestataire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il juge utile de mettre en œuvre. Toutes les consignes du guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Sars-Cov-2 doivent s'appliquer.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier ont une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches est adressée au Maître d'Ouvrage ou à son représentant avant toute utilisation.

En cas de manquement du Prestataire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le Maître d'Ouvrage peut résilier de plein droit le marché du Prestataire sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé au Maître d'Ouvrage.

Le travail les samedi, dimanche et jours fériés est strictement interdit, sauf accord spécifique du Maître d'Ouvrage et sous réserve d'un "travail à deux" systématique et de l'assurance du respect de l'ensemble des consignes de sécurité.

Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux est en possession d'une habilitation électrique selon le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et avoir reçu une information sur le travail en hauteur selon le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004.

i. Dossier conforme à l'exécution

Après achèvement de chaque ascenseur, l'entrepreneur est tenu de fournir sous un délai de 15 jours, en trois exemplaires (1 version numérique pour le Maître d'Ouvrage, 1 version imprimée en machinerie, 1 version numérique pour le Maître d'Œuvre), un dossier technique comportant :



- Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité
- Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres
- Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation
- Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs portes cabines
- Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage
- En français comprenant un sommaire simplifié.

Tout document que le Maître d'Œuvre juge utile.

8. Dossiers des Ouvrages Exécutés

Ce dossier conforme à la norme NF-EN 81-20 et au CCH Art. R. 134-23 § 7° comprend :

- › Les derniers plans d'exécution passés en phase DOE ;
- › Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité ;
- › Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres ;
- › Les notices des outils de programmation ;
- › Les notices de réglage et de maintenance de l'opérateur de portes cabines ;
- › Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage ;
- › Les notes de calcul ;
- › Les fiches « produits » ;
- › Les certificats UE ;
- › Tout document que le Maître d'Œuvre juge utile.

Un exemplaire papier de ce dossier est remis pour visa le jour de la réception définitive des ouvrages au Maître d'Œuvre.

Le Titulaire remet sous 5 jours à compter du Visa du Maître d'Œuvre un exemplaire dématérialisé.

9. Verrouillage technologique

Le matériel installé sera de type LIBRE et non personnalisé.

En conséquence, les modules électroniques installés permettront le diagnostic, le paramétrage complet et tous réglages sans code d'accès. **L'outil spécifique nécessaire** (et le boîtier de manœuvre de rappel le cas échéant) pour réaliser le diagnostic, le paramétrage complet et tous les réglages sera laissé à demeure dans le coffret. L'ensemble de la documentation technique nécessaire à son utilisation sera remis avec le DOE (un exemplaire sera laissé à demeure avec le dossier technique de l'appareil).

Aucun verrouillage sur compteur de courses (ou de durée calendaire) ne sera toléré.

10. Période de garantie et contrat de maintenance

Le PRESTATAIRE devra joindre une proposition de contrat de maintenance 24h/24h - 7j/7j dès la mise en service des appareils pour une durée de 4 ans. Durant cette période, le PRESTATAIRE assure la maintenance et justifie de la formation de son personnel aux matériels installés ainsi que de la disponibilité des pièces de rechange.



Le PRESTATAIRE devra joindre une proposition de nettoyage des gaines vitrées des ascenseurs du bâtiment PEGE 1 fois par an (la société de nettoyage sera choisie par le prestataire, celle-ci l'accompagnera pendant cette phase).

III. Réglementation en vigueur

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de remise de l'offre, notamment l'ensemble des réglementations (lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, etc...) nationales ou locales applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le PRESTATAIRE ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Le PRESTATAIRE est réputé connaître l'ensemble des documentations techniques et prescriptions des fabricants des matériels objets du marché.

Par ailleurs, le PRESTATAIRE est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation en vigueur des matériels ou équipements objet du marché.

1. Normes générales et amendements

- EN 81-20: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge.
- EN 81-50: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour élévateurs.
- EN 81-28: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge.
- EN 81-70: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70: Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- NF EN 12385: Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance.
- NF EN 81-58: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- NF EN ISO 14122: Sécurité des machines - Partie 4: Échelles fixes.
- NF E85-016: Éléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes.
- NF EN 13411: Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité:
 - Partie 5 : serre-câbles à étrier en U;
 - Partie 6 : boîte à coin asymétrique;
 - Partie 7 : boîte à coin symétrique.
- NF EN ISO 13857: Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- NF EN 60204-1: Sécurité des machines - Equipement électrique des machines.
- NF C 15-100: Installations électriques à basse tension.

2. Normes spécifiques et amendements

- NF EN 81-71: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme.
- NF EN 81-72: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.

- NF EN 81-73: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.
- NF EN 81-77: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.
- NF EN 81-21: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs- Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.
- NF P82-207: Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.

3. Réglementation générale applicable

- Décret n° 2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs.
- Décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- Circulaire DGT n° 2011-02 du 21 janvier 2011 concernant la mise en œuvre du décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- Circulaire DRT 2005-08 du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- Arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

4. Réglementation spécifique applicable

a) Incendie (ERP, habitation, IGH)

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

b) Accessibilité (habitation, ERP, ERT)

- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- Arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.
- Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.

c) Sismique

- Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.
- Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

5. Directives européennes applicables et transpositions en droit Français

- Ascenseur: 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016;
- Machines: 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008;



- Basse tension: 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n° 2015-1083 du 27 août 2015;
- Compatibilité électromagnétique: 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015;
- Produits de construction: Règlement UE N° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.



V. 4. Annexe 1 - LISTE DES ÉTABLISSEMENTS



VI. 5. Annexe 2 - Prescriptions techniques



VII. 6. Annexe 3 - DPGF